

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie

Annecy, le 13 juillet 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ANNECY BETON CARRIERE**

14 chemin des grèves  
Cran Gevrier  
74 960 ANNECY

Références : 20230711-RAP-ARDInspCarABCDesingy-vs

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2023 dans l'établissement ANNECY BETON CARRIERES implanté carrière de la Planaz LA PETITE COTE 74270 Desingy. L'inspection a été annoncée le 30/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ANNECY BETON CARRIERE
- Carrière de la Planaz La Petite Cote 74 270 DESINGY
- Code AIOT dans GUN : 0006101769
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD

La société ANNECY BETON CARRIERE été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à sec de matériaux alluvionnaires sur la commune de Desingy, par arrêté préfectoral (AP) du 16 juin 2014 pour une durée de 25 ans.

L'extraction est autorisée sur 31,5 ha sur un périmètre d'exploitation d'environ 51 ha. A la date de l'AP, le gisement a été estimé à 8 235 000 tonnes. Le rythme d'extraction est de 330 000 tonnes/an en moyenne et 400 000 t/an au maximum. Dans le cadre de la remise en état, le remblayage par apport de déchets inertes extérieurs est autorisé afin d'assurer la réinsertion du site. Le remblayage total autorisé est de 3 200 000 t.

Des installations de traitement sont également autorisées sur site.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Déchets
- Suite APMD du 17/10/22
- Eau

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Délais
4	Remblaiement	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 21	3 mois
5	Remblaiement	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3. I. Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 21	3 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
1	Traçabilité des terres	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Sans suite
2	Remblaiement	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1	Sans suite
3	Remblaiement	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Annexe I et II	Sans suite

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
6	Remblaiement	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. II.	Sans suite
7	Remblaiement	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16	Sans suite
8	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 14	Sans suite
9	Eau	AP de Mise en Demeure du 09/09/2022, article 1	Sans suite
10	Eau	Code de l'environnement du 02/06/2023, article L. 181-14	Sans suite

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun constat ne fait l'objet d'une suite administrative.

Les constats n°4 « Remblaiement - Stabilité zone de stockage de remblais » et n°5 « Remblaiement - Stabilité zone remblayée » sont susceptibles de suites.

Concernant le constat n°9 « Eau - Laveur de roues », les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 octobre 2022 sont respectées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N°1 : Traçabilité des terres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.</p> <p>Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• a) Concernant la date d'entrée dans l'installation : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ la date de réception ;</li> </ul> </li> <li>• b) Concernant la dénomination, nature et quantité : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;</li> <li>◦ les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;</li> <li>◦ lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>◦ s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>◦ le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>◦ le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;</li> </ul> </li> </ul>

- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m<sup>3</sup> ;
- c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :
  - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
  - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
  - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
  - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
  - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
  - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
  - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;
- d) Concernant l'opération de traitement :
  - le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
  - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
  - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
  - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### **Constats :**

Les exploitants des établissements effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Ce registre est obligatoire pour les terres provenant de chantier français ou de chantiers suisses.

Ils doivent également renseigner à mois n+1 le Registre National des Déchets, Terres excavées et Sédiments (RNDTS). L'arrêté du 31/05/2021 fixe le contenu de ces registres.

Le lien pour accéder au RNDTS est le suivant :

<https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr/lapplication-rndts>

A noter que pour les terres inertes qui ont fait l'objet d'une notification en bonne et due forme par le Pôle National des Transferts Transfrontaliers de Déchets (PNTTD) et qui sont à destination d'une valorisation (carrière ou aménagement), les exploitants ne sont pas obligés de les télédéclarer sur le RNDTS. Par contre ils sont soumis au registre chronologique.

Seules les terres suisses qui sont envoyées sur une installation de transit sont soumises au RNDTS.

L'exploitant a mis en place un registre informatique issu du modèle proposé par RNDTS pour les terres inertes extérieures qui arrivent sur le site de la carrière. L'ensemble des items exigés sont donc présents sur ce registre.

Il réalise ensuite l'extraction du fichier et le transfère dans RNDTS. Le siège de la société situé à

l'Isle-d'Abeau a réalisé le rattrapage des déclarations depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N°2 : Remblaiement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Zones de stockages de déchets d'extraction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• aux exploitations de carrières qui relèvent du régime d'autorisation (rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées), à l'exception des affouillements du sol ;</li> <li>• aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.</li> </ul> <p>On entend par zone de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lorsque les déchets d'extraction à stocker sont non dangereux, non inertes ou dangereux, les installations relevant de la rubrique 2720 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;</li> <li>• lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins.</li> </ul> <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).</p> <p>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p> <p>L'arrêté d'autorisation peut fixer, en tant que de besoin, des dispositions plus contraignantes que celles prescrites ci-après. Sauf mention expresse, sont soumises aux dispositions qui suivent, en ce qui concerne les carrières, les exploitations à ciel ouvert et les exploitations souterraines.</p> <p>Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont réalisées et exploitées en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.</p> <p>(...)</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Seuls les déchets issus de l'exploitation sont concernés par le Plan de Gestion des Déchets.</p> <p>Les déchets produits sur le site de la carrière sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'argile qui est en sous-couche de la végétale ;</li> <li>• Les stériles de boues issus du traitement des matériaux ;</li> <li>• la terre végétale.</li> </ul>

L'ensemble de ces déchets sont valorisés dans le réaménagement du site qui est coordonné à l'avancement de l'extraction.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N°3 : Remblaiement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Annexe I et II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractérisation déchets d'extraction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b><u>Annexe point I</u></b></p> <p>Sont considérés comme déchets d'extraction inertes, au sens de cet arrêté, les déchets répondant, à court terme comme à long terme, à l'ensemble des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les déchets ne sont susceptibles de subir aucune désintégration ou dissolution significative, ni aucune autre modification significative, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ;</li> <li>• les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 0,1 %, ou les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 1 % et le ratio de neutralisation, défini comme le rapport du potentiel de neutralisation au potentiel de génération d'acide et déterminé au moyen d'un essai statique prEN 15875, est supérieur à 3 ;</li> <li>• les déchets ne présentent aucun risque d'autocombustion et ne sont pas inflammables ;</li> <li>• la teneur des déchets, y compris celle des particules fines isolées, en substances potentiellement dangereuses pour l'environnement ou la santé humaine, et particulièrement en certains composés de As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn, est suffisamment faible pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement, tant à court terme qu'à long terme.</li> </ul> <p>Sont considérées à cet égard comme suffisamment faibles pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement les teneurs ne dépassant pas les seuils fixés au niveau national pour les sites considérés comme non pollués, ou les niveaux de fond naturels nationaux pertinents ;</p> <p>les déchets sont pratiquement exempts de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine.</p> <p><b><u>Annexe point II</u></b></p> <p>Des déchets peuvent être considérés comme inertes sans qu'il soit procédé à des essais spécifiques dès lors qu'il peut être démontré à l'autorité compétente, sur la base des informations existantes ou de procédures ou schémas validés, que les critères définis au paragraphe 1 ont été pris en compte de façon satisfaisante et qu'ils sont respectés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les matériaux extraits sur ce site sont des roches meubles sédimentaires carbonatées silico-calcaires.</p> <p>Dans ce cadre, si l'extraction des matériaux génère éventuellement des déchets, il n'est pas nécessaire de démontrer que ces déchets satisfont aux cinq critères définis de l'arrêté ministériel du 22/09/94 modifié pour justifier de leur caractère inerte.</p> <p>Au vu des constats réalisés, le point II de l'Annexe de l'AM du 22/09/94 modifié ne s'applique pas à l'exploitation de ce site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N°4 : Remblaiement

<b>Référence réglementaire :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 &gt; 11.5.</li><li>• Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 21</li></ul>
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stabilité zone de stockage de remblais
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescriptions contrôlées :</b> <b><u>AM du 22/09/94 – Article 12.3.</u></b> Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. L'arrêté d'autorisation prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser. <b><u>AP du 16/06/14 – Article 21</u></b> Les installations de stockage des matériaux stériles issus de l'exploitation et considérés comme des terres non polluées sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts. Une procédure est établie pour définir les conditions de régalage et de compactage des matériaux. (...)
<b>Constats :</b> Seul la terre végétale issue du décapage est stockée. Les autres déchets issus de l'extraction (boues et argile) sont directement utilisés dans le réaménagement de la carrière. Nous avons vu en séance, sur le plan d'exploitation la localisation des deux stocks de terre végétale. <b><u>Sous 3 mois</u></b> , l'exploitant transmettra une notice explicative concernant les zones de stockage des déchets d'extraction qui sont sur le site de la carrière avant d'être utilisé en valorisation dans le cadre de la remise en état du site. Il justifiera de la stabilité de ces zones et de la pérennité de la stabilité dans le temps. Une procédure est établie pour définir les conditions de régalage et de compactage des matériaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N°5 : Remblaiement

<b>Référence réglementaire :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 &gt; 12.3. I.</li><li>• Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, article 21</li></ul>
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stabilité zone remblayée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescriptions contrôlées :</b> <b><u>AM du 22/09/94 – Article 12.3.I</u></b> Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. <b><u>AP du 16/06/14 – Article 21</u></b> (...)

L'exploitant s'assure au cours de l'exploitation de la carrière, que les matériaux inertes utilisés pour le remblaiement et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien éventuel des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. A cet effet, une analyse est réalisée sur un échantillon unitaire par lot de 25 000 m<sup>3</sup>. Cette analyse est réalisée au minimum tous les ans et au moins sur chacune des zones en cours de remblaiement. Les paramètres de l'annexe III sont recherchés. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.  
(...).

**Constats :**

**Sous 3 mois**, l'exploitant transmettra une notice explicative concernant les zones remblayées de la carrière dans le cadre de la remise en état du site. Il justifiera de la stabilité de ces zones. Il tiendra à la disposition de l'inspection l'analyse réalisée sur un échantillon unitaire par lot de 25 000 m<sup>3</sup>. Cette analyse doit être réalisée à minima tous les ans et sur chacune des zones en cours de remblaiement.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**N°6 : Remblaiement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. II.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets utilisés dans le cadre du remblayage

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;
- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.

**Constats :**

Les déchets extérieurs utilisés dans le cadre du remblayage de la carrière sont :

- les déchets inertes suisses faisant l'objet d'une notification de transfert transfrontalier de déchets en bonne et due forme. Ces notifications sont instruites par le Pôle National des Transferts Transfrontaliers de Déchets (PNTTD) ;
- les déchets inertes extérieurs provenant de chantiers français qui respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté ministériel du 12/12/2014.

Les déchets inertes extérieurs provenant de chantiers français proviennent des plates-formes internes situées sur les communes de Cran Gevrier et Rumilly.

Le contrôle du respect du caractère inerte défini par l'arrêté ministériel du 12/12/2014 est réalisé sur ces plates-formes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N°7 : Remblaiement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16

**Thème(s) :** Risques chroniques, PGD

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet



**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

**Constats :**

La société Annecy Béton Carrière exploite une carrière à ciel ouvert hors d'eau de matériaux alluvionnaires sur la commune de Desingy.

L'exploitant nous a déclaré que la totalité des déchets issus de l'extraction est utilisée dans le cadre du réaménagement du site qui est coordonné à l'avancement de l'extraction.

Le dernier PGD a été réalisé en septembre 2022.

L'inspection rappelle que l'exploitant doit mettre à jour le PGD tous les 5 ans.

Chaque révision, doit être transmise à monsieur le préfet de la Haute-Savoie par :

- courriel à l'adresse suivante : [ddpp-paic@haute-savoie.gouv.fr](mailto:ddpp-paic@haute-savoie.gouv.fr) ;
- courrier à l'adresse suivante : P.A.I.C., 3 rue Paul Guiton 74 000 Annecy.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N°8 : Exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/06/2014, articles 14 et 23.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Phasage

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescriptions contrôlées :**

**Article 14**

Le phasage d'exploitation reporté sur les plans en annexe VI doit être scrupuleusement respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet de Haute-Savoie.

**Article 23.2**

L'avancement de la remise en état est conforme au plan joint en annexe VI du présent arrêté. Le démarrage de l'extraction de la phase N+2 est conditionnée à la finalisation du réaménagement de la phase N. Le réaménagement de la phase N est conduit pendant toute la durée de la phase N+1, à l'exception de :

- la zone destinée à accueillir l'installation de traitement des matériaux et ses annexes ;
- une bande de 25 mètres au niveau du contact des matériaux de remblaiement avec le gisement.

**Constats :**

En considérant le phasage tel que prévu, à la date de l'inspection, la phase T2 devrait être en cours de finalisation puisqu'elle doit être achevée en 2024.

La remise en état de la phase 1 doit être en cours de réalisation.

Le jour de l'inspection nous avons vu en séance le plan d'exploitation mis à jour 27 octobre 2022, nous avons constaté les éléments suivants :

- l'extraction et la remise en état sont réalisées conformément au phasage, le remblayage est donc coordonné à l'avancement de l'extraction ;
- l'extraction de la phase 2 et la remise en état de la phase 1 devraient être achevées en juin 2024 ;
- le décapage et l'extraction de la phase 3 devraient commencer également en juin 2024 ;
- la cote du carreau est située à 293 m NGF (soit environ à 1,5 m au-dessus de la cote haute du niveau d'eau) ;
- les fronts ont une hauteur maximum d'environ 10 mètres, nous n'avons pas constaté d'instabilités.

Le jour de l'inspection, l'exploitant nous a justifié de la conformité de son activité avec le phasage prévu.

**Observations :**

L'exploitant transmettra annuellement à l'inspection la version papier du plan d'exploitation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N°9 : Eau**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 09/09/2022, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Laveur de roues

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Dans un délai de 6 mois, respecter les dispositions de l'article 33 de l'arrêté préfectoral n°PAIC-2014167-0006.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, nous avons constaté sur le site que le laveur de roues est en circuit fermé. L'exploitant nous a justifié des travaux réalisés.

De plus, dans le cadre de ces travaux, le pont bascule a également été relié à la canalisation du laveur de roues. Désormais l'eau de lavage du pont bascule est recyclée.

Au vu des constats réalisés le jour de la visite sur le site, l'inspection des installations classées considère que les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 octobre 2022

sont respectées.

**Nous proposons à monsieur le préfet de la Haute-Savoie d'envoyer un courrier en ce sens à l'exploitant.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N°10 : Eau

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 02/06/2023, article L. 181-14

**Thème(s) :** Risques chroniques, Actions nationales 2023, Sécheresse – PSH

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

#### **Prescription contrôlée :**

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

#### **Constats :**

L'exploitant a répondu à la sollicitation de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes. Il a déclaré les consommations liées :

- aux utilités (alimentation des bungalows) ;
- aux installations de traitements ;
- au laveur de roues ;
- à l'arrosage des pistes

Le point de prélèvement est situé dans le Rhône à 6 km environ de la carrière. A 1 km du point de prélèvement, il existe une station intermédiaire où est située une cuve tampon. Cette cuve permet de décanter les eaux avant de les envoyer dans les installations de traitement par 2 pompes, cela permet de limiter l'usure de la canalisation.

Ce prélèvement est réalisé conformément aux engagements de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation.

En particulier :

- le débit instantané est limité à 200 m<sup>3</sup>/h ;
- le débit journalier est limité à 600 m<sup>3</sup>/jour ;
- le volume annuel est limité à 150 000 m<sup>3</sup>/an.

Il a demandé une adaptation des prescriptions applicables à son activité en période de sécheresse (cas n°3 de la sollicitation DREAL). Il a mis en place un PSH sur son site.

L'inspection rappelle que l'arrêté cadre départemental du 16 mai 2022, qui fixe les prescriptions en matière de sécheresse, exclut le fleuve Rhône. Des dispositions pourraient toutefois à l'avenir être mises en place, via un arrêté spécifique. A ce jour, les prélèvements étant réalisés uniquement dans le fleuve Rhône, le site n'est pas soumis aux mesures de réduction d'eau prévues dans le cadre de l'arrêté cadre sécheresse. La demande d'adaptation est donc sans objet. La mise en œuvre d'un plan de sobriété hydrique est donc volontaire.

En revanche, il convient que l'exploitant se positionne sur l'application au site de l'arrêté

ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement

Les prescriptions de cet arrêté s'appliquent aux installations classées soumises à autorisation qui consomment plus de 10 000 m<sup>3</sup>/an quel que soit le milieu.

A ce titre, l'exploitant justifiera de la compatibilité des actions mises en place avec les prescriptions de l'arrêté ministériel qui lui sont applicables (déclaration des consommations et réduction des prélèvements) ou justifiera qu'il relève d'un des motifs de l'article 3 de l'arrêté ministériel.

En particulier les mesures de réduction des consommations qui ont été mises en œuvre (mise en circuit fermé du laveur de roues et du pont bascule) pourront être valorisées.

**Il tiendra ces justifications à la disposition de l'inspection des installations classées.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet